

## BURUNDI

# Casques bleus envisagés, mais pas attendus

## Faire venir des Casques bleus au Burundi ?

### C'est envisagé

par l'ONU. Mais pas par le gouvernement qui se dit très surpris.

**L**e Conseil de sécurité a adopté jeudi une résolution proposant de renforcer la «présence» de l'ONU au Burundi, ce qui pourrait mener au déploiement de Casques bleus pour apaiser les violences.

La résolution, d'origine française et adoptée à l'unanimité, appelle au dialogue d'urgence entre pouvoir et opposition. Elle réaffirme que le Conseil a l'intention d'envisager des mesures supplémentaires contre les auteurs de trouble mais ne va pas jusqu'à parler explicitement de sanctions.

La résolution invite l'ONU à déployer une équipe au Burundi pour coopérer avec le gouvernement et l'Union africaine afin de mettre au point des options susceptibles de trai-

ter les problèmes politiques et de sécurité dans le pays.

Selon l'ambassadeur britannique Matthew Rycroft, qui préside le Conseil en novembre, l'ONU étudie la possibilité de faire venir des Casques bleus depuis la République démocratique du Congo (RDC) si la situation devient incontrôlable et risque de mener dans le pire des cas à un génocide.

L'ONU maintient en RDC une mission de maintien de la paix (Monusco) dotée de 20 000 hommes et d'une force de réaction rapide.

Il faudrait cependant une autorisation du gouvernement burundais ou l'adoption d'une résolution contraignante du Conseil pour en arriver là, ce qui semble difficile pour le moment.

Une autre option selon des diplomates serait de déployer une coalition de soldats de plusieurs pays de l'Union africaine.

### Le Burundi très surpris

Parallèlement, en marge du sommet euro-africain à Malte, l'ONU, l'Union africaine et l'Union européenne ont appelé le gouvernement burundais et

des représentants de l'opposition à se rencontrer «d'urgence» pour faire cesser les violences et trouver «une solution politique».

«Nous sommes très surpris de voir ce communiqué qui démontre en effet qu'il y en a qui voudraient décider en lieu et place du peuple burundais», a expliqué Willy Nyamitwe, influent conseiller de M. Nkurunziza.

«Ce n'est ni aux Nations unies, ni à l'Union européenne, et encore moins à l'Union Africaine de décider à la place des Burundais», a-t-il ajouté. «Une commission chargée d'organiser ce dialogue est en place et rencontrera les Burundais à l'intérieur et à l'extérieur du pays.»

La Russie et les pays africains membres du Conseil (Angola, Nigeria, Tchad), initialement réticents, ont donné leur aval à la résolution après qu'une référence explicite à des sanctions eut été retirée du texte initial.

La Russie, qui a droit de veto, considère que la crise burundaise est un problème interne alors que les Occidentaux redoutent qu'elle ne dérape en génocide avec des implications régionales. ■